








MARCHÉ VALANT CAHIER DES CHARGES

CONTRAT N°

NOTIFIE LE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Consultation Maitrise d'œuvre pour la Transformation d'une chaufferie gaz en chaufferie hybride (PAC + chaudière gaz en relève) BATIMENT SEDIAC
	Lieu d'exécution	EPSM du Finistère Sud Quimper Bâtiment SEDIAC 29000 Quimper
	Forme de contrat	Ordinaire
	CCAG applicable	CCAG-PIMOE21
	Mode de passation	Procédure sans publicité ni mise en concurrence
	Durée / Délai	15 mois
	Prix	Prix unitaires

1 - Parties contractantes

Le contrat est passé entre le pouvoir adjudicateur
GHT Union Hospitalière de Cornouaille
CH de Cornouaille, établissement support
14 Avenue Yves Thépot
BP 1757
29107 QUIMPER Cedex

Et

Je soussigné (nom, prénom) :

Agissant au nom et pour le compte de :

 :

 :

 :

Code SIRET :

Il est convenu ce qui suit :

2 - Objet du marché

L'objet du présent contrat soumis aux dispositions du Code de la commande publique concerne :
Consultation Maitrise d'œuvre pour Transformation d'une chaufferie gaz en chaufferie hybride (PAC +
chaudière gaz en relève) BATIMENT SEDIAC

Consultation Maitrise d'œuvre pour
Transformation d'une chaufferie gaz en chaufferie hybride (PAC + chaudière gaz en relève)
BATIMENT SEDIAC
Lieu(x) d'exécution :
EPSM du Finistère Sud
Quimper
Bâtiment SEDIAC
29000 Quimper

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Eléments de mission :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Mission diagnostic
AVP	Avant-Projet
PRO	Phase Projet
DCE - EXE	Phase PRO corrigée + quantitatifs pour tous les lots
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux + Assistance au Maître d'Ouvrage pour rédaction de la convention CEE
DET	Direction de l'exécution des travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
OPC	Ordonnancement coordination pilotage du chantier

3 - Mode de passation

Le marché est passé sans publicité et sans mise en concurrence obligatoire. Il est soumis aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-8 du Code de la commande publique.

4 - Montant de l'offre

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires du contrat. L'évaluation de l'ensemble des prestations à exécuter est la suivante :

Montant HT	:	Euros
TVA (taux de%)	:	Euros
Montant TTC	:	Euros
Soit en toutes lettres	:	
.....			

les différentes missions seront identifiées et chiffrées

5 - Durée / Délai d'exécution Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations imposé par l'organisme est de 15 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification de la commande.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/04/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 01/07/2027.

Les informations relatives aux délais sont précisées dans le CCTP

6 - Modalités de règlement des comptes

Délai global de paiement : 50 jours.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE. Les acomptes sont alors versés mensuellement.

Option B

Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission AVP.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R.

2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %
Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 2,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont révisables au 1^{er} janvier, et pour la première fois au 1^{er} janvier 2027, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.15 + 0.85 (ING (Im) / ING (Io))$$

Selon les dispositions suivantes :

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de février 2026 (mois M0 Etudes).

Io est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture (ING) du mois Mo Etudes (mois d'établissement des prix).

Im est l'index national des études d'Ingénierie et d'architecture (ING) publié ou à publier correspondant au mois d'exécution des études.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Acomptes :

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
DIAG	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
AVP	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0
AOR	Avant la levée des réserves	65.0
	Après la levée des réserves	15.0
	A la remise du DOE	15.0
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0

7 - Conditions d'exécution

Le présent contrat sera soumis aux dispositions du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

Les conditions d'exécution sont indiquées au CCTP

Présentation et validation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires	Délai de validation EPSM
DIAG	Mission diagnostic	20 jours	2	2 semaines
AVP	Avant-Projet	3 semaines	2	2 semaines

PRO	Phase Projet	20 jours	2	2 semaines
ACT	Dossier de Consultation des entreprises Assistance pour la passation du contrat de travaux	1 mois	2	2 semaines
ANALYSE DES OFFRES	Analyse des offres Analyse des offres 1 mois Relance meilleure offre 3 semaines	7 semaines	2	1 mois

Les délais sont indiqués à titre indicatif

Le candidat est invité à présenter dans son offre le délai prévisionnel de chaque mission

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent, prise par le maître d'ouvrage.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais de validation.

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : hebdomadaire

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Le maître d'ouvrage sera destinataire en copie de tous les documents sur lesquels il est en mesure d'exprimer un avis.

Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 7 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,0/3000 du montant du marché.

8 - Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications seront effectuées conformément article 20 du CCAG-MOE.

Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

9 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 21 du CCAG-MOE.

Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie du parfait achèvement » ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG, constatant que le titulaire a rempli ses obligations.

10 - Dispositions complémentaires

Les autres dispositions sont indiquées au CCTP

Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire se référera à la réglementation en vigueur concernant les obligations en matière de développement durable.

Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 30,00 € pendant 10 jours, puis 40,00 € au-delà, assortie d'un montant minimum de 30,00 €.

Conformément aux dispositions de l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

Signature du pouvoir adjudicateur

Signature de l'entreprise